



Le **baromètre**
des promesses
de **Nicolas SARKOZY**

Le président face aux promesses du candidat

www.institut-thomas-more.org/barometre-sarkozy



Publié en partenariat avec

Valeurs
ACTUELLES

Etabli à Bruxelles et Paris, présent à Budapest et Rome, réunissant des personnalités de nombreux pays européens, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion et indépendant. Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes. L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de propositions neuves et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

Remerciements à Emilie GOUGER et Frédérique KUZIEW, toutes deux diplômées du Master Affaires européennes de l'Université de Marne-la-Vallée et chargées de mission à l'Institut Thomas More, pour leur enthousiasme, leur créativité et la grande qualité du travail réalisé depuis le mois de mai 2007.

Fais ce que dois, advienne qui pourra...

Contact info@institut-thomas-more.org

Institut Thomas More – 9, rue d'Enghien 75010 Paris

Tel. 01 49 49 03 30

Fax. 01 49 49 03 33

*« Ce que j'ai dit, je le ferai: parce que je vous le dois, parce que je le dois à la France. »
Le Havre, 29 mai 2007.*

6 mai, 6 novembre: **Nicolas SARKOZY est à l'Elysée depuis 6 mois...**

Il a beaucoup promis pendant la campagne. **Les attentes sont grandes**, il le sait. Depuis son élection, il répète à chaque occasion que sa majorité, son gouvernement et lui-même n'ont pas le droit à l'erreur. Chacun constate – et commente... – le rythme qu'il imprime à l'action gouvernementale. Mais après 6 mois, qu'en est-il vraiment ? **Le président tient-il les promesses du candidat ? Met-il en oeuvre le programme pour lequel les Français l'ont élu ?**

A l'occasion des 6 mois de présidence de Nicolas SARKOZY, l'Institut Thomas More lance le premier Baromètre des promesses présidentielles. Ce Baromètre semestriel est **un outil de veille et de suivi en continu des promesses du candidat**. Ce baromètre, c'est le suivi :

- des **490 promesses du candidat**
- des **promesses les plus attendues par les Français**
- des **principales promesses de la campagne**
- des **focus thématiques sur les grands sujets d'actualités**
- Une **analyse détaillée**

Le Baromètre est basé sur des chiffres arrêtés au 1^{er} novembre 2007.

Table des matières

Présentation – Définitions, méthodologie

Présentation	p. 5
Qu'est-ce qu'une « promesse » ?	p. 6
Le corpus	p. 6
Le Tableau récapitulatif général	p. 7

Les promesses en chiffres

Les 490 promesses du candidat	p. 10
Les 13 promesses les plus attendues par les Français	p. 11
Les 60 principales promesses de la campagne	p. 13

Sujets d'actualité

Dialogue social et retraites : novembre, le mois décisif...	p. 18
Environnement : le Grenelle tient-il les promesses du candidat ?	p. 21
Institutions, réforme de l'Etat : laboratoire de la « rupture » ?	p. 24
Europe : le plus gros reste à faire	p. 28

Analyse

Des chiffres qui sanctionnent l'engagement de l'« hyper-président »	p. 33
Un engagement qui cherche avant tout à répondre aux aspirations des Français	p. 33
La « rupture » en chiffres	p. 34
Des promesses audacieuses qui deviennent des réformes prudentes	p. 34
Quelques reculades et abandons symboliques...	p. 35

Présentation

Définitions, méthodologie

Le « Baromètre des promesses de Nicolas Sarkozy » a pour but de permettre le **suivi exact de la transformation des promesses de campagne de Nicolas Sarkozy en actions politiques identifiables et mesurables**, réalisées par lui-même devenu président de la République, par le gouvernement et la majorité parlementaire.

L'établissement de la liste de ces promesses est fait à partir d'un **corpus strict et indiscutable**.

Le traitement des promesses est réalisé grâce au pilotage d'un **Tableau Récapitulatif Général**, tenu à jour en continu, à l'intérieur duquel les promesses sont classées en **24 thèmes**.

Chacune fait l'objet d'un suivi continu et d'une classification en 4 statuts : « **En cours** », « **Réalisée** », « **Reportée** » et « **Abandonnée** ». C'est sur l'ensemble des données récoltées et traitées dans ce Tableau qu'est fondé le Baromètre.

1) Qu'est qu'une « promesse » ?

Les éléments considérés comme promesse dans notre Tableau Récapitulatif Général répondent à la définition suivante :

> Toute déclaration formalisant un engagement pris par Nicolas Sarkozy en tant que candidat à l'élection présidentielle et induisant une action politique vérifiable et mesurable dans le futur.

A l'inverse de la simple « déclaration de principe », l'énoncé de cette promesse suppose en effet qu'elle ait été suffisamment précise pour impliquer une action vérifiable et mesurable. Toute déclaration vague ou n'impliquant pas une action identifiable (par exemple, « je veux une France forte ») a été exclue de notre champ. Notons que certaines promesses ont dû faire l'objet d'un travail de réécriture : soit que 2 promesses figuraient dans une même phrase et que nous avons décidé de les rendre autonomes ; soit que, le plus souvent, nous ayons fusionné 2 ou plusieurs formulations distinctes d'une même proposition.

2) Le corpus

Les documents à partir desquels a été établie la liste des promesses, sont exclusivement des sources primaires, c'est-à-dire reprenant directement:

> Les propos tenus par Nicolas Sarkozy en tant que candidat à l'élection présidentielle, et par lui seul, entre le 14 janvier 2007 (date de son investiture par l'UMP) et le 6 mai 2007 (date de son élection).

Pour éviter toute déformation ou simplification, ses interventions faites en sa qualité de ministre de l'Intérieur (jusqu'au 26 mars 2007) et évoquant son bilan ou son action menée avant l'élection présidentielle, ont été exclues du corpus ; de même pour les interventions de ses lieutenants et soutiens dans le courant de la campagne présidentielle. Les documents qui composent notre corpus sont de 4 natures, hiérarchisées comme suit :

- 1) Les documents constituant le programme présidentiel de Nicolas Sarkozy : *Mon projet : Ensemble, tout devient possible* et *l'Abécédaire des propositions*.
- 2) L'ouvrage *Ensemble* (Paris, XO Editions, 2007) publié le 2 avril 2007.
- 3) L'ensemble des discours du candidat.
- 4) L'ensemble des tribunes, interviews et interventions médias du candidat, mis en ligne sur les sites Internet de l'UMP et du candidat et donc considérés comme contenant des prises de positions et des propositions validées par le candidat et son équipe.

Retrouvez le détail du corpus sur <http://www.institut-thomas-more.org/barometre-sarkozy>

3) Le Tableau Récapitulatif Général

Le traitement global des données est réalisé grâce au Tableau Récapitulatif Général, qui liste l'ensemble des promesses et assure le suivi. Le Tableau liste les promesses par thèmes, indique les sources principales et le nombre d'occurrences dans le corpus pour chacune d'entre elles, classe les promesses en 4 statuts distincts (« En cours », « Réalisée », « Reportée » et « Abandonnée ») et propose des éléments synthétiques de suivi.

Les thèmes – De « Agriculture » à « Société », le Tableau Récapitulatif Général classe les promesses en 24 thèmes (de A à X) couvrant l'ensemble des champs de l'action politique sur lesquels le candidat s'est engagé.

Sources et occurrences – Le Tableau Récapitulatif Général indique pour chaque promesse la ou les sources principale(s) telles que hiérarchisées dans le corpus. A cette mention, s'ajoute celle du nombre d'occurrences d'une même proposition trouvées dans l'ensemble du corpus (par exemple, la promesse D-1, « Instaurer la gratuité des musées nationaux », comprend deux occurrences puisqu'elle est formulée à la fois dans *l'Abécédaire des propositions* et dans le discours de Paris, Méridien Montparnasse du 2 avril 2007). Cette indication permet d'un seul coup d'œil de voir les promesses qui ont été faites le plus grand nombre de fois.

Suivi des promesses – Le suivi assuré de chaque promesse permet à chaque instant de connaître son état de réalisation. Il est effectué à partir d'un travail de veille continu. Afin de faciliter la synthèse et l'exploitation des données, nous avons défini 4 statuts de promesse possibles :

- 1) **En cours** – Une promesse est considérée comme « en cours » dès que le processus décisionnel visant sa réalisation est effectivement lancé et constaté : projet de loi, proposition de loi, installation d'une mission ou d'un comité ad hoc, lancement d'un chantier de réforme, etc. Les promesses touchant à la politique européenne et internationale ne pouvant faire l'objet de ces critères, il faudra tenir compte de l'effectivité des discours et actions diplomatiques ou du lancement constaté d'initiatives issues de ces promesses.
- 2) **Réalisée** – Une promesse est considérée comme « réalisée » lorsqu'elle a obtenu sa réalisation effectivement constatée : loi votée par le Parlement, décret, circulaire, arrêté, ou toute décision légalement prise. Concernant la politique européenne et internationale, la promesse sera considérée comme « réalisée » à l'issue du processus décisionnel engageant d'autres partenaires mais initié par elle. Une promesse réalisée est considérée comme étant « modifiée » lorsqu'elle a subi une ou des transformations au cours de sa réalisation. A ce titre, les promesses « modifiées » appelleront systématiquement des commentaires et précisions.
> **Dans le Baromètre, on appelle « promesses engagées » la somme des promesses « en cours » et « réalisées ».**
- 3) **Reportée** – Une promesse est considérée comme « reportée » lorsqu'elle fait l'objet d'une annonce claire du report de sa réalisation. Les raisons motivant ce report pourront faire l'objet de commentaires et précisions.
- 4) **Abandonnée** – Une promesse est considérée comme « abandonnée » lorsqu'elle fait l'objet d'une annonce claire de l'abandon de sa réalisation. Les raisons motivant cet abandon pourront faire l'objet de commentaires et précisions.

Retrouvez le détail du Tableau Récapitulatif Général sur <http://www.institut-thomas-more.org/barometre-sarkozy>

Les promesses en chiffres

Les 490 promesses du candidat

Les 13 promesses les plus attendues par les Français

Les 60 principales promesses de la campagne

Les 490 promesses du candidat

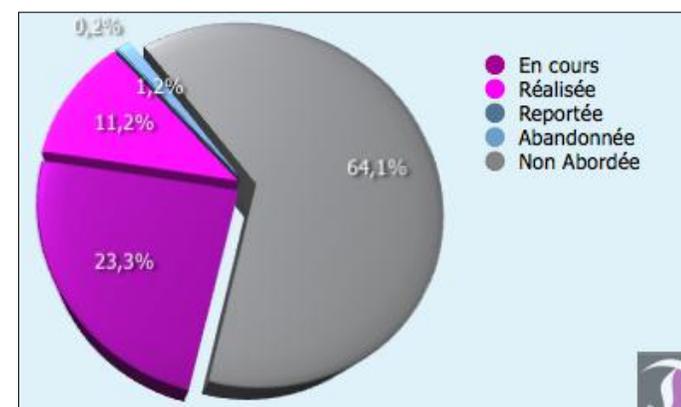
Nicolas Sarkozy a beaucoup promis pendant la campagne. Sur tous les tons, sur tous les thèmes, à tout le monde... Il doit son succès à l'espoir et aux attentes qu'il a fait naître.

« Il y a urgence réformer », dit-il : jugeons sur pièce. Sur les **490 promesses** de campagne du candidat, combien sont déjà engagées ?

Résultats

Nombre de mesures...	Total	« En cours »	« Réalisée » (dont modifiée)	« Reportée »	« Abandonnée »	Non abordée
En unités	490	114	55 (12)	1	6	314
En %	100	23,3	11,2 (2,4)	0,2	1,2	64,1

Promesses engagées (« en cours » + « réalisée »)	169 promesses/34,5%
--	----------------------------



Au 1^{er} novembre 2007

- > 23,3% des promesses de campagne sont « en cours »
- > 11,2% des promesses de campagne sont « réalisées »
- > 0,2% des promesses de campagne sont « reportées »
- > 1,2% des promesses de campagne sont « abandonnées »
- > **34,5% des promesses de campagnes sont engagées**

Les 13 promesses les plus attendues par les Français

L'élection de Nicolas Sarkozy s'est faite sur de grandes attentes.

Dans la masse des promesses du candidat, **les Français ont identifié les mesures les plus urgentes et les plus importantes...** Nicolas Sarkozy accorde-t-il un soin particulier à la tenue de ces promesses ?

Un sondage IPSOS du mois de juin posait la question suivante¹ : « **Parmi les mesures suivantes envisagées par le gouvernement, quelles sont celles qui vous semblent prioritaires ?** ». Le tableau ci-dessous indique les résultats du sondage IPSOS (par ordre décroissant) et l'état d'avancement de chacune des mesures.

Les 13 promesses les plus attendues par les Français		Réponses IPSOS (en %)	Etat d'avancement
1	Suppression des droits de succession (N-4) ¹	37	Réalisée-Modifiée
2	Réforme des régimes spéciaux de retraite (V-1)	31	En cours
3	Mise en place des peines planchers pour les multirécidivistes (R-1)	30	Réalisée
4	Déduction des intérêts d'emprunts immobiliers de l'impôt sur le revenu (S-6)	29	Réalisée-Modifiée
5	Exonération des charges sur les heures supplémentaires (N-2)	25	Réalisé
6	Grenelle de l'environnement à la rentrée (K-1)	23	Réalisé
7	Abaissement de l'âge de la majorité pénale de 18 à 16 ans (X-24)	22	Non abordée
8	Instauration d'un service minimum dans les transports publics (F-1)	21	Réalisée-Modifiée
9	Elaboration d'un traité européen simplifié (L-1)	18	En cours
10	Renforcement de l'autonomie des universités (I-2)	10	Réalisée-Modifiée
11	Instauration d'un contrat de travail unique (H-3)	9	En cours
12	Suppression progressive de la Carte scolaire (G-1)	9	En cours
13	Instauration de la TVA sociale (N-6)	6	Reportée

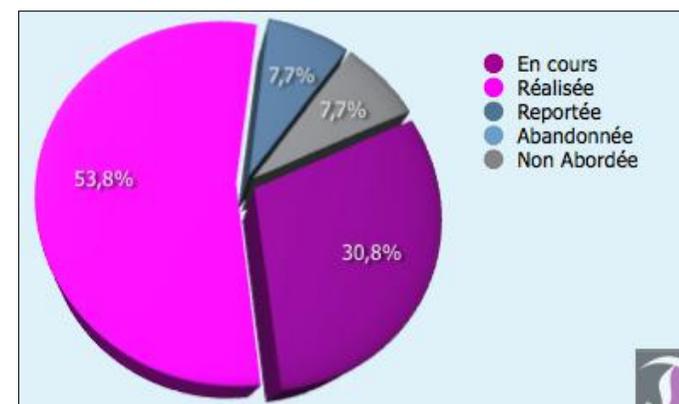
¹ Cote renvoyant au classement des promesses dans le Tableau Récapitulatif Général.

¹ Sondage IPSOS, « Les mesures prioritaires à prendre par le nouveau gouvernement », en collaboration avec DELL pour France 2, Europe 1, 20 minutes et Le Point, effectué le 15 et le 16 juin, sur un échantillon de 942 personnes représentatives, inscrites sur les listes électorales françaises. Il faut préciser que le tableau de résultats IPSOS comportait une quatorzième ligne indiquant le pourcentage d'individus ne se prononçant pas : 4% des individus interrogés ont préféré *ne pas se prononcer* sur les treize mesures proposées. Cette quatorzième proposition n'étant d'aucune pertinence pour nos travaux, celle-ci ne figurera pas dans le présent calcul. Résultats du sondage disponible sur <http://www.ipsos.fr/CanalIpsos/poll/8482.asp>.

Résultats

Nombre de mesures...	Total	« En cours »	« Réalisée » (dont modifiée)	« Reportée »	« Abandonnée »	Non abordée
En unités	13	4	7 (4)	1	0	1
En %	100	30,8	53,8 (30,8)	7,7	0	7,7

Promesses engagées (« en cours » + « réalisée »)	11 promesses/84,6%
--	---------------------------



Au 1^{er} novembre 2007

- > 30,8% des mesures jugées prioritaires par les Français sont « en cours »
- > 53,8% des mesures jugées prioritaires par les Français sont « réalisées »
- > 7,7% des mesures jugées prioritaires par les Français sont « reportées »
- > **84,6% des mesures jugées « prioritaires » par les Français sont engagées.**

Les 60 principales promesses de la campagne

Dans une campagne présidentielle, toutes les promesses ne se valent pas... Certaines comptent plus que d'autres : elles séduisent et font rêver les électeurs, elles font gagner le candidat. Elles constituent le socle du programme et restent dans la mémoire de chacun longtemps après l'élection.

Nicolas Sarkozy tient-il ses principaux engagements, ceux dont il est plus redevable devant les électeurs ?

Le tableau ci-dessous dresse la liste des **60 principales promesses de Nicolas Sarkozy** en fonction du nombre de fois où elles ont été répétées pendant la campagne et l'état d'avancement de chacune d'elles.

Les 60 principales promesses du candidat		Nombre d'occurrences dans le TRG ¹	État d'avancement
1	Payer toutes les heures supplémentaires au moins 25% de plus que les heures normales et les exonérer de toute charge sociale et de tout impôt. Cette mesure, qui devra être prise à l'été 2007, s'appliquera dans le secteur privé comme le secteur public (N-2) ²	32	Réalisée
2	Instaurer une contrepartie (formation, travail d'intérêt général) à tout minimum social perçu (H-9)	25	Non abordée
3	Supprimer, à l'été 2007, les droits de donation et de succession pour 90 à 95% des familles françaises (N-4)	23	Réalisée-Modifiée
4	Créer une sécurité sociale professionnelle pour les salaires faibles : une personne licenciée pour des raisons économiques conservera son contrat de travail, transféré au service public de l'emploi, et 90% de sa rémunération. En contrepartie, il ne sera plus possible de refuser plus de deux offres d'emploi sans justification (H-2)	21	En cours
5	Moraliser le capitalisme et renforcer le capitalisme familial et les entrepreneurs (J-1)	20	Non abordée
6	Rétablir la préférence communautaire (L-18)	19	Non abordée
7	Permettre à chaque ménage d'être propriétaire en déduisant de l'impôt sur le revenu les intérêts de l'emprunt immobilier (sur les nouveaux emprunts et sur ceux déjà contractés) et en instaurant une aide de l'État à l'emprunt pour ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu. Une loi sera votée à l'été 2007 (S-6)	18	Réalisée-Modifiée
8	Conditionner le regroupement familial au fait d'avoir un logement, un travail et un revenu (sans prendre en compte les allocations familiales) permettant de faire vivre sa famille (O-2)	18	Réalisée
9	Instaurer des peines planchers pour les multirécidivistes dès l'été 2007 (R-1)	17	Réalisée
10	Imposer la connaissance du Français avant l'entrée sur le territoire ou pour pouvoir rester durablement sur le territoire français (O-3)	17	Réalisée
11	Créer un contrat de travail unique: plus souple pour les entreprises et plus sécurisant pour les salariés car à durée indéterminée pour tous (H-3)	16	En cours

12	Créer un service civil obligatoire de six mois (X-2)	15	Non abordée
13	Créer un service public de l'emploi qui regroupera l'ANPE, l'Unedic, les maisons de l'emploi (H-6)	15	En cours
14	Faire voter une loi sur le service minimum dès l'été 2007 (F-1)	15	Réalisée-Modifiée
15	Créer des études dirigées dans tous les établissements (G-6)	15	En cours
16	Ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux des 450 000 qui partiront à la retraite d'ici 2012, et la moitié des gains de productivité seront rendus au fonctionnaires sous forme d'augmentation de leur pouvoir d'achat (Q-24)	14	Réalisée-Modifiée
17	Créer une allocation formation, dont le montant pourrait être de 300 euros, conditionnée à l'assiduité (H-8)	14	Non abordée
18	Lutter contre le dumping environnemental en taxant les produits importés de pays qui ne respectent aucune règle environnementale à travers des mesures telle que la création d'une taxe carbone (K-5)	14	Non abordée
19	Mettre sous tutelle les allocations familiales, et éventuellement l'allocation de rentrée scolaire, des familles qui renoncent à leur mission éducative (M-1)	14	Non abordée
20	Entamer la réforme du droit pénal des mineurs à l'été 2007 (R-2)	13	Réalisée
21	Remplacer la carte scolaire par une obligation de mixité sociale, géographique et scolaire des effectifs qui pèsera sur les établissements (G-1)	12	En cours
22	Abaisser le bouclier fiscal à 50% en intégrant dans son calcul la CSG et la CRDS (N-5)	12	Réalisée
23	Donner comme mission à la zone euro la moralisation du capitalisme financier et la promotion d'une économie de production contre une économie de spéculation et de rente (L-20)	12	Non abordée
24	Créer une Union Méditerranéenne avec le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Grèce et Chypre. Créer dans ce cadre un Conseil de la Méditerranée qui réunirait les chefs d'États et de gouvernements et un système de sécurité collective. Cette Union reposerait sur trois pôles : immigration choisie, écologie et co-développement. Elle aurait vocation à développer des institutions et à travailler avec l'UE, notamment pour instaurer un partenariat stratégique (U-1)	12	Non abordée
25	Créer des écoles de la deuxième chance dans tous les départements (G-10)	12	Non abordée
26	Faire auditionner publiquement les candidats aux fonctions les plus importantes de l'État par le Parlement et celui-ci pourra mettre son veto à leur nomination. Ce vote se tiendra à la majorité qualifiée (Q-18)	12	En cours
27	Créer un service public de caution pour emprunter ou acheter une maison notamment pour les personnes malades (S-9)	11	Non abordée
28	Donner la possibilité aux retraités de cumuler retraite et salaire (V-4)	11	En cours
29	Réformer les régimes spéciaux de retraites (V-1)	11	En cours
30	Créer une véritable fiscalité écologique qui atteigne 5% du PIB en 5 ans (K-4)	11	En cours
31	Refuser l'obtention d'un titre de séjour pendant 5 ans à ceux qui ont été reconduits à la frontière (O-5)	10	Non abordée
32	Maîtriser l'immigration en instaurant un plafond annuel d'immigration (O-1)	10	En cours
33	Défiscaliser le travail des étudiants (N-7)	10	Réalisée
34	Exiger que la réciprocité devienne la règle dans les rapports commerciaux entre l'Union européenne et les autres régions du monde (L-30)	10	Non abordée
35	Faire voter, à l'été 2007, une loi qui interdira la pratique des parachutes dorés (J-2)	10	Abandonnée
36	S'opposer à l'entrée de la Turquie en Europe (L-17)	10	Abandonnée
37	Instaurer une garantie de l'État pour les prêts à taux zéro pour les jeunes qui ont un projet professionnel ou qui veulent se former (J-28)	9	En cours
38	Adopter un traité simplifié limité aux questions institutionnelles (L-1)	9	En cours
39	Expérimenter la TVA sociale et accompagner toute avancée dans ce sens d'un grand rendez-vous social, sous forme de conférence salariale, à la fin de chacune des deux années suivantes (N-6)	9	Reportée
40	Rendre effectif le droit opposable au logement (S-1)	9	En cours

41	Accueillir les bons élèves qui ne peuvent pas étudier chez eux dans de bonnes conditions dans des internats d'excellence (G-8)	9	Non abordée
42	Moduler les impôts sur les bénéficiaires des sociétés en fonction du nombre d'emplois supprimés ou conservés (J-14)	9	Non abordée
43	Former un gouvernement économique pour l'Europe, c'est-à-dire des ministres des finances qui gèrent la zone euro pour en faire la première zone de croissance du monde. Concertation entre l'eurogroupe et la BCE (L-21)	9	Non abordée
44	Exclure du droit opposable au logement les étrangers en situation irrégulière (O-6)	9	Réalisée
45	Supprimer le système des pré-retraites et permettre au salarié de rester au travail au-delà de l'âge de la retraite, si l'employeur et le salarié sont d'accord (V-3)	8	En cours
46	Envisager de modifier la répartition actuelle des stock-options pour qu'ils ne soient pas réservés à un petit groupe de cadres dirigeants (J-4)	8	Non abordée
47	Verser une allocation familiale dès le premier enfant (M-6)	8	Non abordée
48	Réformer le CSM (Conseil Supérieur de la Magistrature) : il sera composé majoritairement de non magistrats, les citoyens pourront le saisir s'ils s'estiment victime de la négligence ou de la faute d'un magistrat et ils pourront participer aux jugements des affaires délictuelles les plus graves (R-5)	8	En cours
49	Entamer dès juin 2007 la réforme du crédit hypothécaire (S-7)	8	Abandonnée
50	Créer une Organisation Mondiale de l'Environnement (K-15)	7	Non abordée
51	Instaurer une TVA à taux réduit sur les produits propre (K-6)s	7	En cours
52	Faire rembourser les aides publiques de l'entreprise qui délocalisera (J-6)	7	Non abordée
53	Elaborer un projet de loi à l'été 2007 qui donnera aux universités volontaires une autonomie réelle d'ici la fin de l'année 2007 (I-2)	7	Réalisée-Modifiée
54	Introduire la possibilité pour ceux qui sont assujettis à l'ISF de déduire de cet impôt par exemple jusqu'à 50 000 euros à condition de l'investir dans les PME (J-13)	7	Réalisée
55	Ouvrir le gouvernement à des personnalités qui ne font pas parti de la majorité (Q-3)	7	Réalisée
56	Créer une garantie publique pour ceux qui ne peuvent pas emprunter parce qu'ils n'ont pas de relations, dont la famille n'a pas les moyens ou pour les malades (Q-10)	7	Non abordée
57	Créer un droit opposable à la scolarisation des enfants handicapés dans les établissements ordinaires (X-15)	7	En cours
58	Mettre en œuvre un grand plan Marshall de la formation pour tous les jeunes de nos quartiers (X-5)	7	En cours
59	Allouer des droits sociaux (calcul de cette charge dans le calcul de la CSG et de l'impôt) et des droits à la retraite à ceux qui se consacrent à l'éducation de leurs enfants ou qui s'occupent d'une personne handicapée (M-2)	7	Non abordée
60	Investir dans le nucléaire notamment pour en renouveler le parc (K-8)	7	Non abordée

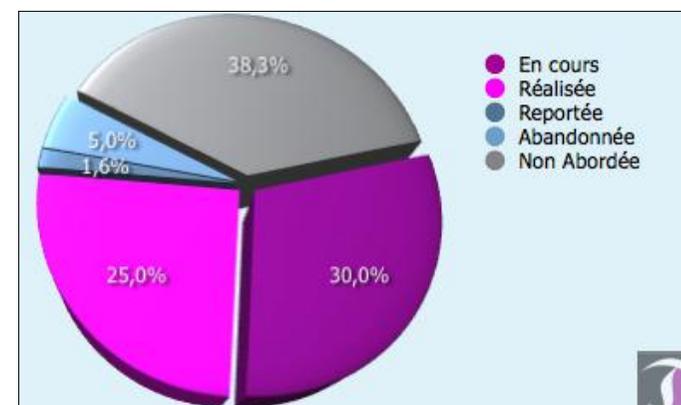
¹ *Tableau Récapitulatif Général.*

² *Cote renvoyant au classement des promesses dans le Tableau Récapitulatif Général.*

Résultats

Nombre de mesures...	Total	« En cours »	« Réalisée » (dont modifiée)	« Reportée »	« Abandonnée »	Non abordée
En unités	60	18	15 (5)	1	3	23
En %	100	30	25 (8,3)	1,6	5	38,3

Promesses engagées (« en cours » + « réalisée »)	33 promesses/55%
--	-------------------------



Au 1^{er} novembre 2007

- > 30% des 60 principales promesses de campagne sont « en cours »
- > 25% des 60 principales promesses de campagne sont « réalisées »
- > 1,6% des 60 principales promesses de campagne sont « reportées »
- > 5% des 60 principales promesses de campagne sont « abandonnées »

> 55% des 60 principales promesses de campagne sont engagées.

Sujets d'actualité

Dialogue social et retraites : novembre, le mois décisif...

Environnement : le Grenelle tient-il les promesses du candidat ?

Institutions, réforme de l'Etat : laboratoire de la « rupture » ?

Europe : le plus gros reste à faire

Dialogue social et retraites : novembre, le mois décisif

Le mois de novembre s'annonce chaud sur le front social. **Le lancement de la réforme des régimes spéciaux a réveillé les syndicats** jusque-là paralysés par la méthode et le rythme imposé par Nicolas Sarkozy. Cheminots, postiers, syndicats de fonctionnaires, syndicats étudiants et lycéens magistrats se préparent à la démonstration de force, avec grèves, interruptions de services et « manifestations unitaires »...

Face à son premier gros conflit social, **Nicolas Sarkozy a la légitimité démocratique et pour l'instant la confiance des sondages** pour appliquer son programme.

La rue contre l'urne : schéma classique en France... Mais Nicolas Sarkozy joue gros dans cette affaire : la démonstration de sa volonté réformiste, sa méthode, mais surtout la « rupture » elle-même.

Le quinquennat se jouera-t-il ce mois-ci ?

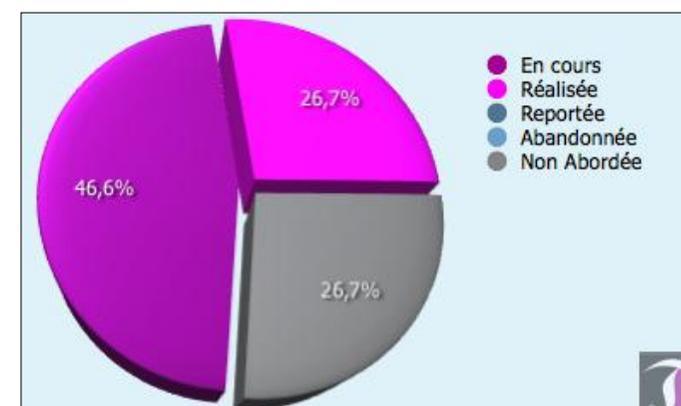
Les 15 promesses sur le dialogue social et les retraites		Etat d'avancement
1	Faire voter une loi sur le service minimum dès l'été 2007	Réalisée-Modifiée
2	Généraliser le système d'alerte social (suivant l'exemple de la RATP)	Réalisée
3	Fixer avec les partenaires sociaux les modalités de 4 sommets qui se tiendront en septembre 2007 sur les thèmes suivants : "pouvoir d'achat et salaires", "contrat de travail et flexibilité", "égalité des salaires hommes/femmes", "réforme de la démocratie sociale" avec pour objectif d'aboutir à des accords fin 2007. [Ces accords intégreront notamment les objectifs suivants :]	Réalisée-Modifiée
4	Se donner les moyens d'aboutir à l'égalité salariale et professionnelle totale entre les femmes et les hommes d'ici 2010 en faisant un diagnostic branche par branche des inégalités. Les entreprises qui n'aligneront pas les salaires auront deux ans pour régulariser leur situation ou en répondront devant l'inspection du travail (des sanctions financières seront prévues et pénales si nécessaire)	En cours
5	Créer une charte du dialogue social, inscrite dans une loi organique, qui prévoit qu'avant toute réforme intervenant en matière de droit du travail, droit syndical, retraites, assurance-chômage, accidents du travail et formation professionnelle, le gouvernement laisse obligatoirement sa chance à la renégociation entre les partenaires sociaux	Non abordée
6	Accorder la liberté de présentation au premier tour des élections professionnelles	En cours
7	Reconnaître la représentativité des syndicats selon le résultat des élections professionnelles, et lui seul	En cours
8	Imposer, après 8 jours de grève, un vote à bulletin secret	Réalisée
9	Organiser ce vote aussi dans les administrations, les universités, le secteur privé	Non abordée
10	Réformer les régimes spéciaux de retraites	En cours
11	Garder les dispositions de la loi Fillon sur les retraites de 2003	En cours

12	Supprimer le système des pré-retraites et permettre au salarié de rester au travail au-delà de l'âge de la retraite, si l'employeur et le salarié sont d'accord	En cours
13	Donner la possibilité aux retraités de cumuler retraite et salaire	En cours
14	Augmenter de 25% le minimum vieillesse	Non abordée
15	Revaloriser les petites retraites et les pensions de réversions	Non abordée

Résultats

Nombre de mesures...	Total	« En cours »	« Réalisée » (dont modifiée)	« Reportée »	« Abandonnée »	Non abordée
En unités	15	7	4 (2)	0	0	4
En %	100	46,6	26,7 (13,3)	0	0	26,7

Promesses engagées (« en cours » + « réalisée »)	11 promesses/73,3%
--	---------------------------



Au 1^{er} novembre 2007

- > 46,6% des promesses sur le dialogue social et les retraites sont « en cours »
- > 26,7% des promesses sur le dialogue social et les retraites sont « réalisées »

> 73,3% des promesses sur le dialogue social et les retraites sont engagées.

Analyse

11 promesses engagées sur 15 : **c'est sans doute sur le chapitre social que la stratégie de Nicolas Sarkozy de l'ouverture simultanée de nombreux fronts est la plus spectaculaire.**

Stratégie habile, mais risquée. Tout est dans le dosage : assez pour donner le tournis aux partenaires sociaux, pas trop pour ne pas risquer la cristallisation des mécontentements... C'est peut-être ce dernier phénomène qui est en train de se passer cet automne.

Néanmoins, **Nicolas Sarkozy applique assez strictement son programme** : instauration d'un service minimum (d'ailleurs incomplet), réforme des régimes spéciaux mais aussi ouverture des conférences sur « le pouvoir d'achat et les salaires », « le contrat de travail et la flexibilité », « l'égalité des salaires hommes/femmes », tout cela avait été annoncé pendant la campagne...

Et **ces mesures restent jusqu'ici majoritairement approuvées par les Français** : 70% des Français se disent favorables à la mise en place d'un service minimum dans les transports en commun², et 68% favorables à une réforme des régimes spéciaux de retraite³.

La France se trouve donc devant un **conflit classique de légitimité** : les mouvements syndicaux exercent leur droit de grève constitutionnel, Nicolas Sarkozy applique le mandat pour lequel il a été élu. Mais aussi un **conflit symbolique** : s'il sort de ce mois décisif sans avoir reculé, mais aussi sans grève longue et sans rupture définitive avec les partenaires sociaux, Nicolas Sarkozy aura remporté un bras de fer majeur pour l'avenir et démontré sa capacité à faire accepter la réforme aux Français.

La « rupture » deviendra alors une habitude... pour 5 ans au moins.

Faites vos jeux...

² Sondage CSA pour « Le Parisien/Aujourd'hui en France », 18-19 juillet 2007.

³ Sondage CSA pour LCI, 12-13 septembre 2007.

Environnement : le Grenelle tient-il les promesses du candidat ?

L'environnement a été au cœur de la campagne présidentielle : Nicolas Sarkozy, comme les autres candidats, avait signé le « Pacte écologique » de Nicolas Hulot et s'était engagé à organiser dès l'automne un Grenelle de l'Environnement.

C'est chose faite.

Nicolas Sarkozy a parlé de « New Deal » et de « plan Marshall ». Que disent les chiffres ?

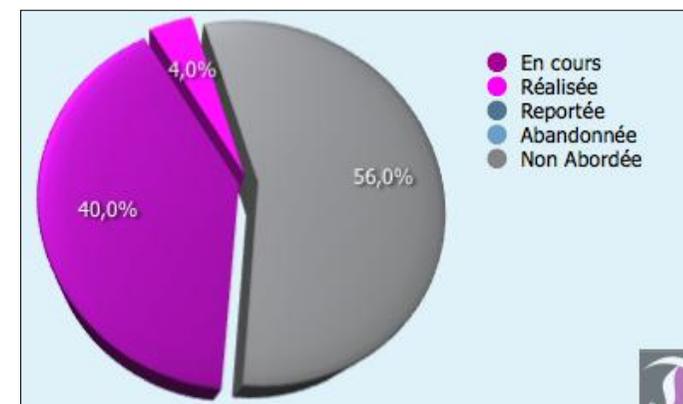
Les 25 promesses sur l'Environnement		Etat d'avancement
1	Organiser un Grenelle du développement durable	Réalisée
2	Créer un comité environnemental d'éthique	Non abordée
3	Compléter le CES (Conseil Economique et Social) d'une branche environnementale	En cours
4	Créer une véritable fiscalité écologique qui atteigne 5% du PIB en 5 ans	En cours
5	Lutter contre le dumping environnemental en taxant les produits importés de pays qui ne respectent aucune règle environnementale à travers des mesures telle que la création d'une taxe carbone	Non abordée
6	Instaurer une TVA à taux réduit sur les produits propres	En cours
7	Mettre en place un crédit d'impôt environnement, allant au-delà des dispositifs existants, au profit des ménages, des entreprises et de tout autre organisme qui investit dans la recherche, la formation, des équipements permettant de réduire la consommation d'énergie et de favoriser l'utilisation d'énergies renouvelables	Non abordée
8	Investir dans le nucléaire notamment pour en renouveler le parc	Non abordée
9	S'engager fortement dans la recherche sur les réacteurs nucléaires de quatrième génération	Non abordée
10	Augmenter la part des énergies renouvelables	En cours
11	Investir dans la recherche des technologies propres	En cours
12	Détaxer les biocarburants	Non abordée
13	Donner des avantages spécifiques aux propriétaires de véhicules propres, par exemple la gratuité du stationnement en ville	Non abordée
14	Développer les transports en commun et les transports alternatifs à la route tout en aidant les transporteurs routiers à acquérir des véhicules propres	En cours
15	Créer une Organisation Mondiale de l'Environnement	Non abordée
16	Créer un G20 du climat comme l'a proposé Al Gore	Non abordée
17	Convaincre l'OMC d'intégrer le respect de l'environnement dans le respect des accords internationaux	Non abordée
18	Inscrire dans le droit français que les maisons mères sont responsables de façon illimitée des dégâts causés à l'environnement par leurs filiales [et]	En cours

19	Proposer aux partenaires européens d'inclure cette disposition dans le droit européen	Non abordée
20	Essayer de convaincre l'Europe de proposer aux États-Unis une coopération dans la recherche sur les énergies du futur, en mutualisant les moyens respectifs	Non abordée
21	Créer une politique de la biodiversité : préserver la biodiversité et recréer une biodiversité quotidienne avec le souci de repeupler les campagnes d'animaux	En cours
22	Doter la filière bois d'un plan d'ensemble, élaboré dans le cadre d'une grande concertation, qui permettra de valoriser la filière bois dans la création d'un puits de carbone et de soutenir cette activité	Non abordée
23	Investir dans l'isolation les bâtiments anciens	En cours
24	Imposer une durée de vie, une durée de garantie, aux produits ménagers	Non abordée
25	Proposer que les cantines publiques soient approvisionnées par des produits biologiques	En cours

Résultats

Nombre de mesures...	Total	« En cours »	« Réalisée » (dont modifiée)	« Reportée »	« Abandonnée »	Non abordée
En unités	25	10	1 (0)	0	0	14
En %	100	40	4 (0)	0	0	56

Promesses engagées (« en cours » + « réalisée »)	11 promesses/44%
--	-------------------------



Au 1^{er} novembre 2007

- > 40% des promesses sur l'Environnement sont « en cours »
- > 4% des promesses sur l'Environnement sont « réalisées »

> 44% des promesses sur l'Environnement sont engagées.

Analyse

11 promesses engagées sur 25 à l'occasion du Grenelle : bon score !

Et il faut constater la cohérence de la démarche. Fiscalité, énergies renouvelables, R&D, transports, rénovation des bâtiments anciens, même la responsabilité des entreprises : **le Grenelle s'inspire largement des promesses du candidat.**

Reste à mettre tout cela en œuvre...

Et à poursuivre l'effort, car le Grenelle est loin d'avoir traité tous les sujets. Il reste en effet à **s'attaquer dans une deuxième vague aux dossiers moins consensuels**, parmi lesquels :

- Les **capacités énergétiques**, avec le débat sur le développement ou non de la technologie nucléaire, qui a toujours ses opposants farouches ;
- Les **biocarburants**, qui produisent des effets dévastateurs sur les cours des matières premières agricoles ;
- Et surtout la **mise en œuvre de politiques contraignantes à l'échelle internationale**, avec les idées d'Organisation Mondiale de l'Environnement et de G20 du climat (merci Al Gore !), que peu de grands pays (Etats-Unis, Chine, Russie, Brésil, ...) souhaitent vraiment.

Chacun sait désormais que les questions écologiques sont des questions mondiales. Le Grenelle constitue un effort certain, mais à l'échelle de la « maison France ». Reste à convaincre les autres habitants du « village global »...

Institutions et réforme de l'Etat : laboratoire de la « rupture » ?

Réforme constitutionnelle, modernisation des services de l'Etat et de la fonction publique : **en matière d'institutions et de réforme de l'Etat, la campagne du candidat Sarkozy semblait indiquer qu'il souhaitait aller vite et fort.** Il défendait l'idée d'un « Etat exemplaire ».

En annonçant le principe du non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux ou en installant la Commission Balladur dès le mois de juillet, le nouveau président marquait sa volonté de mouvement pour répondre à « l'attente des citoyens ».

Institutions et réforme de l'Etat : laboratoire de la « rupture » ?

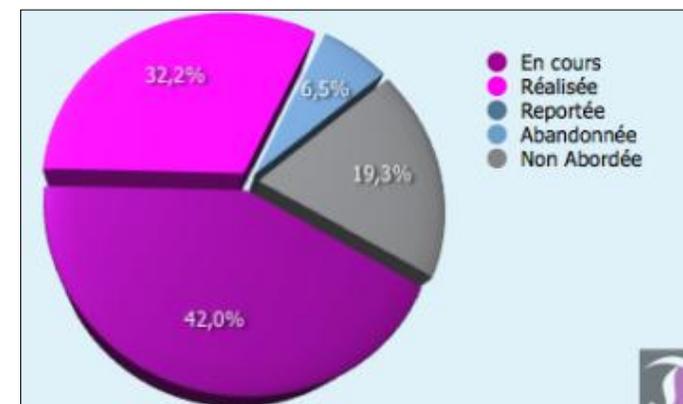
Les 31 promesses sur les Institutions et la Réforme de l'Etat		Etat d'avancement
1	Limiter le nombre de ministres du gouvernement à 15	Réalisé
2	Définir les objectifs des ministres et évaluer leur travail sur un contrat de mission à durée déterminée	En cours
3	Ouvrir le gouvernement à des personnalités qui ne font pas parti de la majorité	Réalisé
4	Désigner à l'été 2007 une commission de révision de la Constitution permettant de préciser les réformes constitutionnelles nécessaires	Réalisé
5	Limiter le nombre de mandats du Président de la République par une révision constitutionnelle qui aura lieu à l'automne 2007	Abandonnée
6	Rendre compte de son action devant les Français, notamment par des conférences de presse régulières, et devant le Parlement	En cours
7	La révision constitutionnelle qui autorisera le Président à se présenter devant le Parlement aura lieu à l'automne 2007	Abandonnée
8	Créer un statut de l'opposition au Parlement et lui donner la possibilité de créer des commissions d'enquête et de présider certaines commissions permanentes	En cours
9	Créer un grand Ministère du développement durable	Réalisé
10	Créer un Ministère de l'immigration et de l'identité nationale traitant les questions relatives à l'immigration, l'intégration et au codéveloppement	Réalisé
11	Instaurer une coopération plus étroite entre le Ministère de la Culture et celui de l'Education nationale	Non abordée
12	Créer un Ministère des affaires financières chargé des comptes (de l'Etat, des comptes sociaux et des collectivités territoriales). Ce Ministère sera le seul à débattre du projet de loi de finances, les autres Ministères débattront de leur gestion au moment des lois de finances d'exécution	Réalisé
13	Intégrer le Ministère des Sports dans un pôle de compétence incluant la santé. Ce Ministère aura un délégué au sport et un délégué à la santé et les arbitrages seront rendus par une personnalité politique de premier plan	Réalisé

14	Proposer au Ministère des Sports et de la Santé de conduire une action afin d'harmoniser les règles de la législation fiscale dans le sport	Non abordée
15	Fusionner les services d'impôts et de comptabilité	En cours
16	Donner au Parlement une plus grande maîtrise de son ordre du jour et du contrôle de l'action du gouvernement en renforçant ses capacités d'audit et d'expertise	En cours
17	Renforcer les pouvoirs du Parlement en matière de contrôle des services de renseignement, d'approbation de la présence et des modalités d'intervention de nos forces armées à l'étranger, au bout d'un délai à discuter, de lancement de grands programmes d'armement (assurer une information publique sur le déroulement et les causes des éventuels dépassement constaté), ou de ratification des accords de défense	Réalisé
18	Faire auditionner publiquement les candidats aux fonctions les plus importantes de l'État par le Parlement et celui-ci pourra mettre son veto à leur nomination. Ce vote se tiendra à la majorité qualifiée	En cours
19	Exiger pour chaque nomination que soient examinées autant de candidatures de femmes que d'hommes	Non abordée
20	Supprimer tous les organismes, toutes les commissions, tous les comités, tous les observatoires qui sont inutiles (comme le Conseil monétaire de la Banque de France) et faire une évaluation systématique des politiques publiques (supprimer celles qui sont inutiles et contradictoires)	En cours
21	Discuter avec toutes les forces politiques de la possibilité d'introduire un peu de proportionnelle au Sénat ou à l'Assemblée Nationale	En cours
22	Produire moins de lois pour mieux les appliquer	En cours
23	Signer un contrat de progrès avec les fonctionnaires : moins de fonctionnaires, mieux payés, plus considérés, plus autonomes, aux carrières plus variées grâce à une organisation en métier, en contrepartie de services publics plus efficaces qui s'adaptent aux besoins et aux attentes des usagers	En cours
24	Ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux des 450 000 qui partiront à la retraite d'ici 2012. La moitié des gains de productivité seront rendus aux fonctionnaires sous forme d'augmentation de leur pouvoir d'achat	Réalisé-Modifiée
25	Instaurer pour 10% du corps électoral la possibilité de demander au Parlement de se prononcer sur un texte de loi	En cours
26	Proposer aux meilleurs du secteur privé d'aider à reconstruire l'État par la création de contrats hors catégories de rémunération	En cours
27	Évaluer les administrations et leurs agents sur leur capacité à rendre à tous un service de qualité, sur la rapidité des réponses données aux entreprises et non pas sur le seul montant des redressements opérés ou sur les procès verbaux dressés	Non abordée
28	Accorder un appartement de fonction uniquement aux ministres qui en ont vraiment besoin	Réalisé-Modifiée
29	Réfléchir à l'extension du délai d'obtention des signatures pour les candidats à la l'élection présidentielle	Non abordée
30	Moderniser profondément l'accès en ligne au droit et au travail parlementaire, mettre en œuvre la pétition électronique et accélérer l'administration électronique	En cours
31	Etablir une transparence respectueuse du secret médical sur l'état de santé du Président de la République	Non abordée

Résultats

Nombre de mesures...	Total	« En cours »	« Réalisée » (dont modifiée)	« Reportée »	« Abandonnée »	Non abordée
En unités	31	13	10 (2)	0	2	6
En %	100	42	32,2 (6,5)	0	6,5	19,3

Promesses engagées (« en cours » + « réalisée »)	23 promesses/74,2%
--	---------------------------



Au 1^{er} novembre 2007

- > 42% des promesses sur les Institutions et la réforme de l'Etat sont « en cours »
- > 32,2% des promesses sur les Institutions et la réforme de l'Etat sont « réalisées »
- > 6,5% des promesses sur les Institutions et la réforme de l'Etat sont « abandonnées »
- > **74,2% des promesses sur les Institutions et la réforme de l'Etat sont engagées.**

Analyse

23 promesses engagées sur 31 après seulement 6 mois : gros score !

Mais Nicolas Sarkozy n'a pas attendu l'automne : **sur ces 23 promesses, seules 7 font l'objet de propositions émanant de la Commission Balladur.**

« Ouverture », faible nombre de ministres (15 en tout... mais 17 secrétaires d'Etat !), création ou réforme du format de ministères ou de services administratifs, contrat de mission pour les ministres, création d'une Délégation parlementaire au Renseignement, lancement de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) : **Nicolas Sarkozy, en engageant dès l'été plus de 10 de ses promesses de campagne, a voulu faire de la réforme de l'Etat le terrain visible de la « rupture ».**

Mais il faut bien le reconnaître : **agir sur les formes du pouvoir et sur la machine étatique est, malgré les résistances et les conservatismes, tout de même plus facile que relancer la croissance** ou redonner du pouvoir d'achat à tous les Français !

Et constatons que **la « rupture » ne va pas toujours au bout** : le principe du non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux n'est pas acquis ; et la réforme constitutionnelle promise avant la fin de l'année 2007 est remise à plus tard, sans doute après les élections municipales de mars 2008.

Alors, institutions et réforme de l'Etat : laboratoire de la « rupture » ? Si l'on veut. Les chiffres sont impressionnants, mais gare à la précipitation et surtout à la politique spectacle...

Europe : le plus gros reste à faire

Il n'a pas été beaucoup question de l'Europe pendant la campagne présidentielle.

On a pourtant le souvenir d'**idées claires et tranchées chez le candidat Sarkozy** : traité simplifié, refus de l'adhésion de la Turquie, promotion d'une « Europe qui protège », attaque contre la gestion de la BCE et l'euro fort et même retour à la préférence communautaire...

Alors que l'Union européenne vient de se doter non sans peine d'un modeste Traité réformateur (qu'il faut encore ratifié), **Nicolas Sarkozy va-t-il parvenir à entraîner ses partenaires vers de plus hautes ambitions ? Les convaincra-t-il de bâtir l'Europe qu'il a promise aux Français ?**

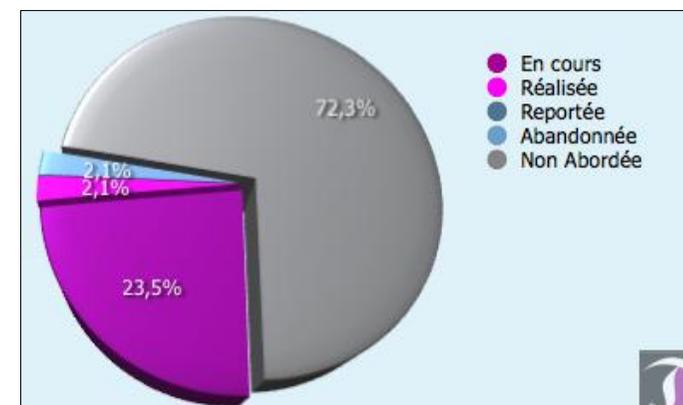
Les 47 promesses sur l'Europe		Etat d'avancement
1	Adopter un traité simplifié limité aux questions institutionnelles [comprenant notamment :]	En cours
2	1/ la mise en place d'une Présidence stable du Conseil européen pour donner à l'Europe un visage et une voix et favoriser des actions de plus long terme, avec un meilleur suivi	En cours
3	2 / la création d'un Ministre européen des Affaires étrangères	En cours
4	3/ l'extension du domaine de la majorité qualifiée, notamment en matière judiciaire, pénale et d'immigration	En cours
5	4/ l'extension du domaine de la codécision qui augmente le rôle du Parlement européen dont l'accord devient indispensable pour le vote des « lois européennes »	En cours
6	5/ les règles relatives aux modalités de la majorité qualifiée, principalement la règle de la double majorité (55% des Etats membres représentant au moins 65% de la population de l'UE)	En cours
7	6/ la clause passerelle qui permet aux Etats membres de décider à l'unanimité de faire passer une matière soumise à la règle de l'unanimité à celle de la majorité qualifiée	Non abordée
8	7/ le mécanisme d'alerte précoce, qui permet aux parlements nationaux de s'assurer que l'UE n'excède pas son champ de compétences	En cours
9	8/ le droit d'initiative citoyenne, qui donne la possibilité à un million de citoyens de demander à la Commission de faire des propositions dans tel ou tel domaine	En cours
10	Faire adopter le traité simplifier par voie parlementaire	En cours
11	Réécrire un texte plus global, après l'adoption du traité simplifié, scellant la dimension fondamentalement politique de l'Europe	Non abordée
12	Modifier la règle de l'unanimité dans le processus de décision	Non abordée
13	Constituer des "groupes moteurs" pour les États qui souhaitent prendre leurs responsabilités	Non abordée
14	Faire en sorte que ce soit le Président de la Commission qui aille négocier à l'OMC	Non abordée
15	Suspendre toute nouvelle adhésion tant que les institutions ne sont pas modifiées	Non abordée
16	Définir des frontières à l'Europe pour lui donner une existence politique, une identité	Non abordée

17	S'opposer à l'entrée de la Turquie en Europe	Abandonnée
18	Rétablir la préférence communautaire	Non abordée
19	Rouvrir le dossier de la PAC pour garantir l'indépendance alimentaire, la sécurité sanitaire, le respect de l'environnement et un revenu décent pour les agriculteurs	En cours
20	Donner comme mission à la zone euro la moralisation du capitalisme financier et la promotion d'une économie de production contre une économie de spéculation et de rente	Non abordée
21	Former un gouvernement économique pour l'Europe, c'est-à-dire des ministres des finances qui gèrent la zone euro pour en faire la première zone de croissance du monde. Concertation entre l'eurogroupe et la BCE	Non abordée
22	Abandonner la politique de surévaluation de l'euro	Non abordée
23	Harmoniser les politiques fiscales européennes	Non abordée
24	Proposer aux partenaires européens d'expérimenter la TVA sociale pour financer la protection sociale	Non abordée
25	Rendre aux États leur compétence sur la TVA appliquées aux prestations locales	Non abordée
26	Mettre en place une TVA à taux réduit pour les produits respectueux de l'environnement dans toute l'Europe	Non abordée
27	Proposer aux partenaires européens qu'en aucun cas les aides européennes ne servent à financer le dumping fiscal entre les pays membres	Non abordée
28	Proposer une véritable politique industrielle européenne	Non abordée
29	Rendre possible le rapprochement d'entreprises pour faire émerger des champions européens de dimension mondiale	Non abordée
30	Exiger que la réciprocité devienne la règle dans les rapports commerciaux entre l'UE et les autres régions du monde	Non abordée
31	Ouvrir le débat de l'indépendance technologique européenne	Non abordée
32	Proposer de développer une industrie européenne des dispositifs de protection des œuvres	Non abordée
33	Faire de l'interopérabilité des supports et des matériels numériques une priorité industrielle européenne tant elle détermine la liberté d'usage de chacun	Non abordée
34	Engager une véritable action concrète sur le rapprochement des législations entre les autorités judiciaires et les services enquêteurs en s'engageant, en particulier, sur la transparence des mouvements de capitaux et prévoir des sanctions à l'égard des pays non coopératifs	Non abordée
35	Créer un pacte européen sur l'immigration	Non abordée
36	S'accorder au niveau européen pour qu'un pays ne puisse pas régulariser massivement ses immigrés clandestins sans demander l'avis des autres pays membres	Non abordée
37	Proposer aux partenaires européens une politique énergétique commune	Non abordée
38	Trouver un accord avec les partenaires européens sur la participation à l'effort budgétaire de défense européenne : demander à ce que tous les pays membres y participe ou accepter que ceux qui paient ces dépenses ne rentrent pas dans les critères de bonne gestion de Maastricht	Non abordée
39	Conditionner le maintien à son niveau actuel de la contribution de la France à l'OTAN au fait qu'elle conserve un ancrage géopolitique clair en Europe et une vocation strictement militaire, et que l'UE puisse s'appuyer sur les moyens que l'Alliance met en œuvre.	En cours
40	Dynamiser la BIT (Base Industrielle et Technologique) de la défense européenne grâce à des regroupements et des alliances, en particulier dans les domaines terrestre et naval	Non abordée
41	Mutualiser les équipements de défense lorsque c'est possible (un exemple pourrait être donné par la constitution d'un pool d'avions de transport A-400M)	Non abordée
42	Proposer de consolider Galileo en travaillant sur des systèmes de surveillance de l'espace ou d'alerte avancée	Non abordée
43	Réfléchir à une position commune des Européens concernant le système de défense anti-missile américain	Non abordée
44	Prendre une décision au niveau communautaire concernant la levée de l'embargo sur la vente d'armes à la Chine	Non abordée
45	Prendre l'initiative d'inviter un contingent des 26 autres pays européens pour le défilé du 14 juillet 2007	Réalisée
46	Refuser la ratification de la Charte européenne des langues régionales	Non abordée
47	Généraliser en Europe l'enseignement de deux langues étrangères	Non abordée

Résultats

Nombre de mesures...	Total	« En cours »	« Réalisée » (dont modifiée)	« Reportée »	« Abandonnée »	Non abordée
En unités	47	11	1 (0)	0	1	34
En %	100	23,5	2,1 (0)	0	2,1	72,3

Promesses engagées (« en cours » + « réalisée »)	12 promesses/25,6%
--	---------------------------



- Au 1^{er} novembre 2007**
- > 23,5% des promesses sur l'Europe sont « en cours »
 - > 2,1% des promesses sur l'Europe sont « réalisées »
 - > 2,1% des promesses sur l'Europe sont « abandonnées »
 - > **25,6% des promesses sur l'Europe sont engagées.**

Analyse

S'il n'a pas été le seul, Nicolas Sarkozy a sans doute été, avant et après la campagne, l'un des principaux promoteurs du Traité Réformateur adopté à Lisbonne les 18-19 octobre derniers.

Et force est de constater que **nombre de ses promesses de campagne sont reprises dans le traité** (8 au total) : présidence stable du Conseil, renforcement du rôle Parlement européen mais aussi du Haut représentant à la politique étrangère, extension du domaine de la majorité qualifiée, etc. Certains jugeront que ces propositions ne lui appartenaient pas et que d'autres que lui les défendaient également. C'est vrai ; mais c'est lui qui en a convaincu une France qui avait dit « non » à l'Union européenne deux ans auparavant... Dont acte.

Pour autant, si la machine est remise sur les rails, **le gros de ses promesses, et en particulier « l'Europe qui protège » qu'il a promise aux Français, restent à réaliser...**

Saura-t-il convaincre ses 26 partenaires du bien-fondé des promesses faites aux Français ? Pacte européen sur l'immigration, coopération judiciaire et policière renforcée, mesures de protection contre une mondialisation qui fait peur aux Français, harmonisation de la fiscalité, politique de l'innovation, politique industrielle, Europe de la Défense, réorientation des missions de la zone euro : **les dossiers sont nombreux sur lesquels il ne sera pas seul à décider.** Rude tâche...

Et son spectaculaire **revirement sur la question de l'adhésion de la Turquie** peut sonner comme un premier avertissement, voire une trahison, pour une part non négligeable de son électorat...

Attention danger : **le temps du double discours, blanc à Bruxelles, noir à Paris, est révolu...** Les partenaires de la France s'irritent de ses coups de boutoir souvent jugés démagogiques, et les Français ne sont sans doute pas prêts à avaler de nouvelles couleuvres...

Analyse

Nicolas Sarkozy n'est à l'Élysée que depuis 6 mois, et les chiffres présentés par le Baromètre sont pourtant déjà spectaculaires...

Quelles premières leçons en tirer ?

1) Des chiffres qui sanctionnent l'engagement de l'« hyper-président »

Tout le monde constate l'activisme du président : il est partout, sur tout les sujets, sur tous les écrans...

La « rupture » qu'il entend incarner est d'abord une rupture de style et de rythme. Nicolas Sarkozy va vite parce que, dit-il, le besoin de réformes est immense. Il y a urgence !

Le rythme imposé par l'« hyper-président » à son gouvernement, au Parlement, au partenaires sociaux, aux fonctionnaires et finalement au pays dans son ensemble trouve sa traduction concrètes dans les chiffres :

- > **169 promesses engagées** sur 490 entre le 6 mai et le 1^{er} novembre.
- > soit **6,5 promesses engagées par semaine** (sur 26 semaines).
- > **34,5% de l'ensemble des promesses de campagne engagées** entre le 6 mai et le 1^{er} novembre.

2) Un engagement qui cherche avant tout à répondre aux aspirations des Français

S'il y a urgence de la réforme, c'est que les attentes des Français sont immenses, répète Nicolas Sarkozy...

C'est dans cette attente que la « rupture » trouve sa légitimité. Le gros travail de préparation avant et pendant la campagne, et une attention de tous les instants portés aux mouvements de l'opinion et du corps social lui permettent de déployer une action toujours en phase avec les aspirations des Français. Là encore les chiffres sont parlant :

- > **11 des 13 mesures jugées « prioritaires » par les Français sont engagées** au 1^{er} novembre (soit 84,6%).
- > **33 des 60 principales promesses de campagne sont engagées** au 1^{er} novembre (soit 55%).

3) La « rupture » en chiffres

70% des Français reconnaissent la « rupture » engagée depuis le 6 mai dernier⁴. Mais à quoi se mesure-t-elle ?

- La vitesse comme méthode

D'abord, nous l'avons vu, au rythme que Nicolas Sarkozy imprime à la réforme. Mais ce rythme, il cherche à le transformer en méthode. Ne croyant ni aux « 100 jours », ni à l'« état de grâce », plutôt que de calmer le jeu, il accélère :

> Il y a **2,1 fois plus de promesses « en cours » que de promesses déjà « réalisées »** : alors que 32% des promesses engagées (169 promesses) sont « réalisées » (54 promesses), 68% sont « en cours » (115 promesses).

- De très nombreux fronts ouverts

Au-delà du style et du rythme, la « rupture » se mesure au nombre des chantiers ouverts et à l'ambition des réformes engagées : réforme des régimes spéciaux, instauration d'un service minimum dans les transports, réforme des universités, allègement des droits de succession, déduction des intérêts d'emprunts immobiliers, instauration des peines planchers, Grenelle de l'environnement, ouverture, traité européen simplifié... Les chiffres sanctionnent l'ampleur des fronts ouverts :

> **91,6% des champs d'action politique donnent lieu à des mesures « en cours » ou « réalisées »** (22 des 24 thèmes dans lesquels nous avons classés les 490 promesses).

4) Certaines promesses audacieuses deviennent des réformes prudentes

Si le rouleau compresseur de la « rupture » se mesure aisément dans l'analyse quantitative, il en laissera certains perplexes, voire déjà déçus, par le contenu qualitatif de certaines réformes.

Réforme réduite des droits de successions, intérêts d'emprunts immobiliers non rétroactifs avant le 6 mai, service minimum dans les transports incomplet, autonomie des universités moins ambitieuse : prudence tactique ou franche volte-face, Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à modifier le contenu de certaines de ses promesses au moment de les transformer en mesures :

> **4 des 13 mesures jugées « prioritaires » par les Français ont subies une modification** au cours de leur adoption (soit 30,8%).

⁴ Sondage OpinionWay-Le Figaro-LCI, 5 octobre 2007.

5) Quelques reculades et abandons symboliques...

Certes dans la masse des promesses engagées, les promesses modifiées ou abandonnées sont peu nombreuses :

> **12 promesses « modifiées » sur 490** (soit 2,4%).

> Et donc, **12 promesses « modifiées » sur 169 « engagées »** (soit 7,1%).

> **6 promesses « abandonnées » sur 490** (soit 1,2%).

Mais au-delà des 4 réformes inabouties que nous venons de citer (droits de successions, intérêts d'emprunts immobiliers, service minimum, autonomie des universités), d'autres promesses symboliques et qui ont compté dans la campagne présidentielle ne sont pas tenues (« modifiées » ou « abandonnées »).

> On pense au **non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur trois et non plus sur deux**, à la **réforme du crédit hypothécaire** promise pour juin 2007, à la **réforme constitutionnelle** promise avant la fin de l'année et, le plus important peut-être pour une part non négligeable de l'électorat, au changement de discours sur **l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne**.